« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS » (Karl MARX)

L⁹Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 3 juin 2019

Contre Macron et son « acte II », un nouvel acte des luttes

À peine les bureaux de vote bouclés, le gouvernement et les patrons reviennent aux choses sérieuses. Ces derniers qui, pour ne pas embarrasser le gouvernement, avaient repoussé de quelques semaines ou quelques mois les mauvaises nouvelles pour l'emploi, n'ont pas attendu 48 heures pour multiplier les annonces de fermetures de sites ou de suppressions massives de postes. Hugh Bailey – ancien conseiller de Macron à Bercy au moment de la cession d'Alstom à General Electric et devenu directeur de... General Electric France – a annoncé 1 044 suppressions de postes dans l'usine de Belfort. Une saignée qui, en dépit des dénégations de la direction, pourrait bien être le prélude à la fermeture du site. Le même jour, le repreneur de l'usine Whirpool d'Amiens, où Macron était venu parader avant l'élection présidentielle, a annoncé le redressement judiciaire de l'entreprise, faute d'activité.

Grouillots de service du patronat

On a aussitôt eu droit sur nos écrans de télévision à la visite de quelques sous-fifres ministériels venus nous servir les excuses bidon habituelles pour justifier les licenciements. Ce serait la conséquence inévitable de la nécessaire « transition écologique ». Le tout assorti de quelques mensonges, comme ceux de la sous-secrétaire d'État à l'Économie, qui promet un « plan social exemplaire » avec « un maximum de reclassements » pour l'usine de Belfort. Des licenciements exemplaires et un Pôle emploi aux petits soins, merci patron!

Quant aux salariés des entreprises déjà menacées de fermetures pure et simple comme Ascoval, Arjowiggins, les Fonderies du Poitou, on les promène depuis des mois avec d'interminables négociations en vue de trouver un « repreneur » qui, le plus souvent, s'avère être un simple sous-traitant en plan social des grands groupes...

Macron voudrait repartir à l'offensive

Du côté du gouvernement, pour lequel la pause des Européennes n'était qu'une mi-temps, on serait parti pour son « acte II ».

Ça commence par de violentes attaques contre les fonctionnaires et les salariés du secteur public : en route pour le plan de suppression de plus de 125 000 postes de fonctionnaires. Dans les hôpitaux, les centres postaux, les écoles ou à la SNCF, managers et cost-killers au service de l'État mènent l'offensive à coups de « réorganisations » constantes et d'augmentations continues de la charge de travail. Des méthodes déjà subies dans les années 2000 par

les salariés d'Orange, dont les dirigeants comparaissent actuellement devant les tribunaux pour avoir provoqué, par leurs méthodes, la multiplication des arrêts-maladies, des dépressions, des burnouts et des suicides.

Au programme aussi, la mise en route de la réforme des retraites qui, par son système dit « à points », obligera à reculer encore l'âge de départ et amputera le montant des pensions.

Cerise sur le gâteau, le prix de l'électricité vient d'augmenter de 5,9 % au 1^{er} juin. Face à la colère des Gilets jaunes, le gouvernement avait gelé cette hausse en janvier. Alors une nouvelle hausse (de 1 à 2 %) est prévue en août afin de permettre aux compagnies de récupérer les 6 mois de retard. De quoi réveiller tous les Gilets jaunes sur les ronds-points des départs en vacances!

Lui couper l'herbe sous le pied

Pour les mesures anti-ouvrières qu'il avait promises au patronat, Macron voulait déjà partir sur les chapeaux de roues dès le début de son mandat. Son élan a été sacrément perturbé par l'irruption de la colère des Gilets jaunes.

Outre ce mouvement, qui est loin d'être terminé, ce sont les grèves des personnels des urgences hospitalières qui se développent. Grèves aussi dans de nombreux bureaux de poste contre les restructurations. D'autres luttes ne vont pas manquer face aux nouvelles annonces de plans de licenciements; elles auraient tout avantage à se coordonner. Voilà le départ de ce qui pourrait mettre en échec l'« acte II » du président des patrons.

Fin de la DS3, mais le foutoir continue

Au Montage, la production de DS3 est en train de s'arrêter, mais au lieu que ça nous soulage, c'est tout le contraire car la direction a fait passer les caisses D34 l'une après l'autre.

2 caisses D34 sur 3 c'est trop, vus la vitesse de chaîne et les postes surchargés, c'est infaisable. Au point que la semaine dernière, jeudi et vendredi, la direction en est revenue à 1 caisse D34 sur 4 véhicules, tellement ils étaient pourris. Mais la direction n'apprend rien de ses propres bêtises : dès ce lundi c'était reparti comme en début de semaine dernière : 2 caisses D34 sur 3 véhicules.

À son délire on dit stop, nous on tirera Andon. Qu'elle embauche au lieu de vider la boîte et qu'elle baisse la cadence, ça sert à rien de se presser pour se retrouver au chômage en semaine 44 ou après.

On est de trop mais on n'est pas assez

La direction prévoit jusqu'au 7 juillet tous les samedis travaillés et 4 dimanches dont 2 gratuits... et ce n'est pas fini... On reçoit des courriers chez nous pour nous dire qu'on est en sureffectif, on est invité à dégager de la boîte, et en même temps PSA ne peut pas se passer de nous.

Ca déborde des conneries de la direction

Au Montage B2, pour assurer la production jeudi férié, samedi et dimanche, la direction a fait stocker énormément de pièces : bords de lignes pleins, bacs au sol, magasins logistiques remplis très haut... C'est aussi dangereux pour les caristes que pour les piétons : manque de place, problèmes de visibilité, risques de chute et danger lors des manipulations... Et c'est compliqué de trouver les bonnes pièces, les moniteurs doivent les chercher on ne sait trop où...

De plus la direction découvre qu'elle a désorganisé en compactant la production, en diminuant les caristes et en les mutant sur chaîne. Elle sait ce qu'il lui reste à faire : au minimum les faire revenir.

On voudrait bien cette paie-là toute l'année

Lundi 10 juin férié est travaillé en obligatoire pour la Qualité, la Retouche BTU et une partie de l'Emboutissage. Si on vient, on devrait leur expliquer que la paie à 250 % ce jour-là, ça nous intéresse : mais ça devrait être comme ça tous les jours de l'année. Ou au moins 400 € de plus par mois !

Déjà suffisamment de nuisances comme ça

À l'Emboutissage, dans le cadre de la robotisation du bout de ligne PTV, la direction réorganise les espaces. Elle a fait venir une pelleteuse ou autres engins de chantier pour détruire les bureaux. On a le droit à du bruit supplémentaire et surtout de la poussière. Ces travaux elle pourrait les faire au mois d'août.

La direction est au petit soin quand il s'agit de la venue de robots, par contre pour nous pas de quartier.

Nous sommes tous des Geodis!

Au B1, équipe 12, ce lundi, les caristes en CDI de Geodis ont débrayé dans la quasi-totalité pendant 1h30 pour demander des explications à leur hiérarchie. PSA envisage en effet de réorganiser la logistique pour les pots d'échappement, réservoirs et faisceaux. Les salariés veulent donc avoir des garanties sur leur avenir. Le chef du site a débarqué en urgence pour essayer de les rassurer, mais rien à faire : les salariés de Geodis veulent du concret, pas du baratin.

Contre les noces pourpres qu'ils nous préparent

Les capitalistes des grandes familles automobiles Renault-Nissan et Fiat-Chrysler se marient. Dimanche dernier, l'héritier de la famille Agnelli (patrons de Fiat) avait dîné avec Robert Peugeot, quelques heures avant de transmettre son offre à Renault, pour l'informer... De quoi faire monter le désir! PSA éconduit peut se consoler en allant draguer Jaguar.

Premier cadeau de mariage : les actions des deux groupes ont grimpé de 18 %. Et la progéniture : pas que des jolies petites voitures électriques, ce seront également les économies à coups de suppressions massives d'emplois, de restructurations et suppressions de doublons.

Par-delà les frontières, les travailleurs français, italiens, américains ou japonais doivent se préparer à se défendre ensemble, de quelque côté qu'ils soient des Alpes ou de l'océan Pacifique!

Yannick Jadot au secours des pollueurs?

Reçu sur France Info le lendemain des Européennes, l'écologiste Yannick Jadot se félicitait de l'alliance Renault-Fiat: pour produire « des voitures propres » disait-il. On peut être sûr que Jadot sera le premier à vouloir dilapider les fonds publics pour engraisser les actionnaires des constructeurs.

Combien des groupes comme Renault, PSA etc tant d'autres, ont trempé dans le Diesel Gate? Avec des amis aussi complaisants que Jadot envers les pollueurs, l'écologie n'a pas vraiment besoin d'ennemis.

PSA et le foot : nous n'avons pas les mêmes valeurs

Le club de foot FC Sochaux est en difficulté, certains supporters en appellent au retour de Peugeot chez les investisseurs. PSA a répondu sur Europe 1 mercredi soir, par sa responsable des partenariats, Isabel Salas Mendez : « Le football est un sport qui ne va pas avec nos valeurs. Il véhicule des valeurs populaires et nous on essaye de monter en gamme. »

Ces propos en disent long sur ce que la direction pense des ouvriers, de PSA et d'ailleurs, qui fabriquent les voitures ou les achètent. Si les dirigeants de PSA croient que c'est avec le mépris qu'ils vont monter en gamme, ils sont aussi bêtes que tous ceux qui marquent contre leur camp en se croyant malin.